ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Crise de l'hôpital public

Question au Gouvernement n° 2717

Texte de la question

CRISE DE L'HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Alain David.

M. Alain David. La ministre des solidarités et de la santé abandonne le navire en pleine tempête. Elle a démissionné alors que la crise du coronavirus Covid-19 continue de faire planer une inquiétude sur notre capacité à faire face à une épidémie de grande ampleur. Contrairement à d'autres ministres candidats, elle a décidé de se consacrer à la campagne municipale à Paris. Voilà une façon bien commode de ne pas assumer son bilan catastrophique à la tête du ministère. *(Protestations sur les bancs du groupe LaREM.)* Voilà, de surcroît, une décision qui entame la parole politique puisqu'elle assurait en fin de semaine ne pas envisager de quitter ses fonctions ministérielles.

Ses deux ans et huit mois rue de Grenelle ont été marqués par une crise sans précédent à l'hôpital, par un malaise grandissant des soignants, par des déremboursements de médicaments de plus en plus nombreux, par l'inaction sur le dossier du grand âge, par la contestation dans les EHPAD – les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes – et par la colère grandissante contre votre projet de réforme des retraites, aussi inutile qu'injuste.

M. Sylvain Maillard. À qui la faute ?

M. Alain David. De fait, nul besoin d'une grande consultation pour recenser les problèmes déjà connus de l'hôpital public. Faut-il rappeler la démission massive de très nombreux chefs de service, ces dernières semaines, et les besoins criants de personnels et de moyens, tant aux urgences que dans de nombreux autres services ? Mme Buzyn n'aura jamais su ou voulu tenir tête aux décisions aveugles de Bercy qui ont fragilisé plus encore l'hôpital.

M. Sylvain Maillard. Alors, fallait-il qu'elle parte ou non ? Un peu de cohérence !

M. Alain David. Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous assurer la représentation nationale que cette démission en pleine tempête n'aura pas de conséquences sur la santé des Français ? Vous-même, envisagez-vous de démissionner pour vous consacrer à votre candidature au Havre ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – De nombreux députés du groupe LaREM se lèvent et continuent d'applaudir.)*

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé.* D'abord je voudrais répondre à l'interpellation de Caroline Fiat et m'associer à la tristesse de la nation suite au décès d'une infirmière à Thouars. Cette mère de deux enfants, âgée de 31 ans, a été mortellement poignardée par un patient psychotique. Dès le lendemain, le délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie s'est rendu sur place. Je m'y rendrai moi-même dans les prochains jours pour rencontrer les équipes, sans médias,…

M. Christian Hutin. Sans médias, mais vous l'annoncez en séance publique !

M. Olivier Véran, *ministre .* …parce que je considère que c'est mon rôle. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM ainsi que sur quelques bancs des groupes UDI-Agir et FI.)*

Votre question comportait de multiples facettes, monsieur David, tout comme certaines ayant précédé.

Je veux vous dire ma fierté de succéder à une très grande ministre de la santé et des solidarités telle qu'Agnès Buzyn *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM)*, ma fierté de rejoindre un ministère où les gens ont le sourire parce qu'ils sont fiers d'avoir travaillé avec elle pendant deux ans et demi. (Mêmes mouvements.)

Comme Agnès Buzyn, je suis médecin hospitalier : c'est ma passion, j'aime profondément l'hôpital. Vous vous inquiétez de sa situation, et vous avez raison. Je m'en inquiète aussi, comme Agnès Buzyn s'en est inquiétée. C'est pourquoi nous avons, dès cette rentrée, décaissé 150 millions en investissements courants pour les hôpitaux. C'est pour cela également qu'une reprise de dette hospitalière de 10 milliards a été annoncée. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas. Ils ont un problème d'audition !

M. Olivier Véran, *ministre .* Si j'étais taquin – bien que j'aie décidé de moins l'être désormais –, je vous dirais que je n'ai jamais été amené à voter des budgets hospitaliers aussi faibles que lorsque j'étais assis sur vos bancs, à côté des députés de votre groupe… *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM. – Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Pierre Cordier. Ancien socialiste !

M. Fabien Di Filippo. Traître !

M. Olivier Véran, *ministre.* Vous vous inquiétez, et je peux le comprendre, de la suite qui sera donnée à la prise en charge de la crise du coronavirus Covid-19. J'étais hier à l'hôpital Bichat à la rencontre des équipes qui, au quotidien, soignent les malades et s'assurent que la sécurité et la santé des Français sont garanties. J'ai reçu ce matin soixante responsables de la santé de ville et de l'hôpital, afin de faire un point, en compagnie de la direction générale de la santé. La maison est tenue ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : M. Alain David
Circonscription : Gironde (4e circonscription) - Socialistes et apparentés
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2717
Rubrique : Établissements de santé
Ministère interrogé : Solidarités et santé
Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clée(s)

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/questions/QANR5L15QG2717

Question publiée au JO le : 19 février 2020
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 février 2020